

COMMISSION de SURVEILLANCE
du SECTEUR FINANCIER

NEWSLETTER
DE LA CSSF

N°71

Décembre 2006



STATISTIQUES

■ BANQUES

Somme des bilans des banques au 31 octobre 2006 en légère hausse

La somme des bilans des banques établies au Luxembourg s'est élevée à EUR 851,411 milliards au 31 octobre 2006 par rapport à EUR 843,942 milliards au 30 septembre 2006, soit une hausse de 0,89%.

Suite à l'inscription sur la liste officielle de Citco Bank Nederland N.V., Amsterdam (Pays-Bas), Luxembourg Branch, le nombre de banques inscrites sur la liste officielle au 30 novembre 2006 s'est élevé à 155 unités.

■ PROFESSIONNELS DU SECTEUR FINANCIER (PSF)

Evolution positive des PSF au 31 octobre 2006

La somme des bilans de l'ensemble des PSF (199 entreprises en activité) s'établit à EUR 70,751 milliards au 31 octobre 2006 contre EUR 68,781 milliards au mois précédent, soit une augmentation de 2,88 % sur une période d'un mois.

Le résultat net provisoire de ces 199 acteurs financiers se chiffre à EUR 425,78 millions à la fin du mois d'octobre 2006, soit une augmentation de 5,33 % par rapport au résultat net de EUR 404,23 millions constaté au 30 septembre 2006 et une augmentation de 3,78 % par rapport au résultat net de EUR 410,25 millions constaté au 31 octobre de l'année précédente (182 entreprises en activité).

La ventilation du résultat provisoire au 31 octobre 2006 par catégorie de PSF met en évidence que le groupe des dépositaires professionnels de titres ou d'autres instruments financiers (3 entités) globalise à lui seul un résultat de EUR 181,47 millions, ce qui représente 42,62 % du résultat net de tous les PSF. Suit alors la catégorie des distributeurs de parts d'opc (31 entités) affichant un résultat net globalisé de EUR 113,92 millions au 31 octobre 2006, soit 26,76 % du résultat de l'ensemble des 199 PSF.

Répartition des professionnels du secteur financier selon leur statut (au 30 novembre 2006)

Catégorie		Nombre
<i>Entreprises d'investissement</i>		
Commissionnaires	COM	10
Gérants de fortunes	GF	47
Professionnels intervenant pour leur propre compte	PIPC	13
Distributeurs de parts d'OPC	DIST	31
Preneurs ferme	PF	2
Dépositaires professionnels de titres ou d'autres instruments financiers	DEP	3
Agents de transfert et de registre	ATR	12
<i>PSF autres que les entreprises d'investissement</i>		
Conseillers en opérations financières	COF	12
Courtiers	COU	8
Teneurs de marché	TM	1
Personnes effectuant des opérations de change-espèces	CHES	0
Recouvrement de créances	RECO	2
Professionnels effectuant des opérations de prêt	POP	6
Professionnels effectuant du prêt de titres	PPT	1
Administrateurs de fonds communs d'épargne	AFCE	1
Domiciliataires de sociétés	DOM	49
Agents de communication à la clientèle	ACC	14

STATISTIQUES

Agents administratifs du secteur financier	AA	18
Opérateurs de systèmes informatiques et de réseaux de communication du secteur financier	IT	35
Professionnels effectuant des services de constitution et de gestion de sociétés	PCG	6
Professionnels du secteur financier auxquels s'applique la section 1 du chapitre 2 de la partie I de la loi modifiée du 5 avril 1993 relative au secteur financier, à l'exclusion des catégories de PSF visées également par la section 2 du même chapitre	ART. 13	3
Entité pouvant exercer toutes les activités de PSF permises par l'article 28 de la loi du 15 décembre 2000 sur les services postaux et les services financiers postaux	EPT	1
TOTAL *		197

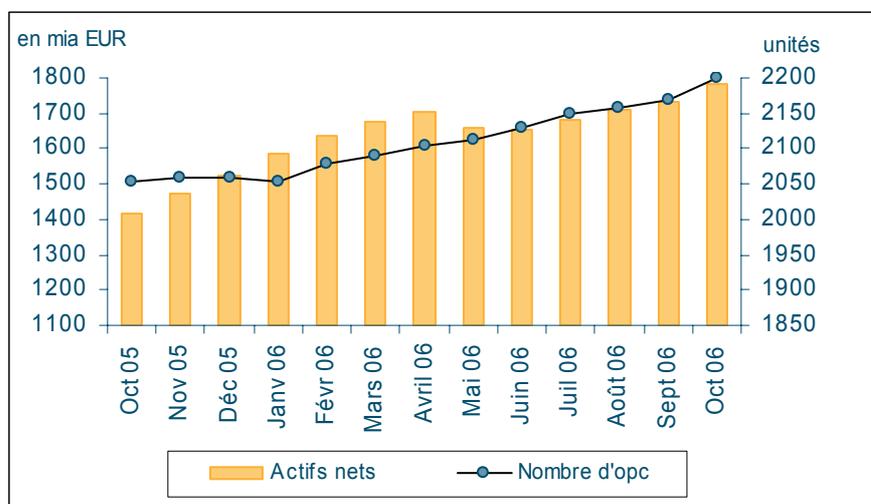
* le même établissement peut être repris dans plusieurs catégories

■ SITUATION GLOBALE DES ORGANISMES DE PLACEMENT COLLECTIF A LA FIN DU MOIS D'OCTOBRE 2006

Au 31 octobre 2006, le patrimoine global net des organismes de placement collectif s'est élevé à EUR 1.781,117 milliards contre EUR 1.733,030 milliards au 30 septembre 2006. Le secteur des organismes de placement collectif luxembourgeois a augmenté de 2,77% par rapport au mois de septembre 2006. Cette augmentation est principalement due à la hausse des principaux marchés boursiers, ainsi qu'à l'afflux de nouveau capital. Pour le mois d'octobre 2006, le secteur fait état d'une augmentation de 16,78% par rapport au 31 décembre 2005 où le patrimoine global net était de EUR 1.525,208 milliards. Considéré sur la période des douze derniers mois écoulés, le volume des actifs nets est en progression de 25,96%.

Au cours du mois d'octobre 2006, l'investissement net en capital s'est élevé à EUR 18,247 milliards. Par rapport au 31 décembre 2005, l'investissement net en capital s'élève à EUR 204,684 milliards.

Le nombre d'organismes de placement collectif pris en considération est de 2.201 par rapport à 2.170 le mois précédent. 1.370 opc ont adopté une structure à compartiments multiples ce qui représente 8.403 compartiments. En y ajoutant les 831 opc à structure classique, un nombre total de 9.234 unités sont actives sur la place financière.



STATISTIQUES

■ SOCIÉTÉS DE GESTION

Agrément de trois nouvelles sociétés de gestion relevant du chapitre 13 de la loi du 20 décembre 2002 concernant les organismes de placement collectif

La CSSF informe que trois nouvelles sociétés de gestion ont été inscrites sur le tableau officiel des sociétés de gestion régies par le chapitre 13 de la loi du 20 décembre 2002 concernant les organismes de placement collectif.

Il s'agit en l'occurrence des entités suivantes:

- Glitnir Asset Management S.A.
- ING Private Capital Management S.A.
- Parcadia Asset Management S.A.

Les sociétés de gestion sous rubrique sont actives dans le domaine de la gestion collective.

Suite à ces agréments, le nombre de sociétés de gestion relevant du chapitre 13 de la loi du 20 décembre 2002 concernant les organismes de placement collectif et pouvant bénéficier depuis le 13 février 2004 du passeport européen par voie de libre établissement ou de libre prestation de services dans un Etat membre de l'Union européenne s'élève à 144 au 11 décembre 2006.

CONFERENCE

Séminaire relatif à la Directive MiFID

Le 5 décembre 2006, la CSSF a participé au Luxembourg à un séminaire relatif à la Directive «MiFID» organisé par l'ICMA (International Capital Markets Association) en association avec l'ABBL et l'ALFI. Plus de 250 personnes de la place financière luxembourgeoise y ont assisté. M. Arthur Philippe, directeur de la CSSF et président du groupe d'experts MiFID Level 3 auprès du CESR a tenu un exposé sur la « MiFID implementation in Luxembourg – the view from CESR » en soulignant les priorités qu'ont les autorités de contrôle dans cette transposition. Les autres orateurs comprenaient notamment Gregor Pozniak et Paul Richards de l'ICMA dont les présentations relatives à leurs exposés sont également disponibles sur le site de cette association (http://www.icma-group.org/content/events/Luxembourg_MIFID.html). Finalement, une «panel discussion» d'une heure avait été prévue à laquelle ont participé Claude Simon et Françoise Kauthen de la CSSF, Benoît Sauvage de l'ABBL, Marco Zwick en tant que représentant de l'ALFI, Paul Richards de l'ICMA et Philippe Hoss du cabinet d'avocats Elvinger, Hoss & Prussen.

REGLEMENTATION INTERNATIONALE

Dans le cadre des efforts de l'Union européenne d'adapter le cadre juridique communautaire aux neuf recommandations spéciales du GAFI, notamment la recommandation spéciale VII sur les virements électroniques, le Parlement européen et le Conseil viennent d'adopter le Règlement (CE) N° 1781/2006 du Parlement européen et du Conseil du 15 novembre 2006 relatif aux informations concernant le donneur d'ordre accompagnant les virements de fonds. Le nouveau règlement entrera en vigueur le 1^{er} janvier 2007. Il peut être consulté à l'adresse suivante :

http://eur-lex.europa.eu/LexUriServ/site/fr/oj/2006/l_345/l_34520061208fr00010009.pdf

REGLEMENTATION NATIONALE

Circulaire CSSF 06/267 concernant les spécifications techniques en matière de communication à la CSSF, dans le cadre de la loi relative aux prospectus pour valeurs mobilières, de documents en vue de l'approbation ou du dépôt et des avis pour des offres au public de parts ou d'actions d'OPC luxembourgeois de type fermé et des admissions de parts ou d'actions d'OPC luxembourgeois de type fermé à la négociation sur un marché réglementé.

La circulaire CSSF 06/267 du 22 novembre 2006 s'adresse aux OPC luxembourgeois de type fermé dont les parts ou actions font l'objet d'une offre au public ou d'une admission à la négociation sur un marché réglementé au sens de la loi du 10 juillet 2005 relative aux prospectus pour valeurs mobilières (Loi Prospectus). Il est rappelé dans ce contexte que la définition d'un OPC fermé pour les besoins de la Loi Prospectus doit être comprise dans le sens qu'il n'existe aucun droit au rachat en relation avec les parts en question en faveur des investisseurs. Dans tous les autres cas, quels que soient le nombre et la périodicité des rachats prévus, l'OPC est de type ouvert non couvert par la Loi Prospectus.

La circulaire détaille les spécifications techniques en matière de communications à la CSSF, dans le cadre de la Loi Prospectus, de documents en vue de l'approbation ou du dépôt et des avis pour des offres au public et des admissions à la négociation sur un marché réglementé de parts ou d'actions d'OPC luxembourgeois de type fermé.

Tous les éléments pratiques en ce qui concerne les communications à la CSSF sont ainsi déterminés par la circulaire 06/267.

Circulaire CSSF 06/268 relative à la surveillance complémentaire à appliquer sur des conglomérats financiers et portant définition de coefficients de structure à respecter par ces conglomérats financiers en application de l'article 56 de la loi modifiée du 5 avril 1993 relative au secteur financier

Le 29 novembre 2006, la CSSF a publié sur base de la loi du 5 novembre 2006 relative à la surveillance des conglomérats financiers une circulaire qui a trait à la surveillance complémentaire à exercer sur les conglomérats financiers. La loi impose à la CSSF d'exercer une surveillance complémentaire sur des conglomérats financiers pour lesquels elle assume la fonction de coordinateur de la surveillance (il s'agit de l'autorité responsable de la coordination et de l'exercice de la surveillance complémentaire au niveau du conglomérat financier).

L'objet de la circulaire est de fournir des précisions sur la finalité et l'approche de la nouvelle loi, le champ d'application de la surveillance complémentaire, l'identification des conglomérats financiers et les conséquences pratiques de la nouvelle loi.

En outre, en vertu des articles 51-13 (adéquation des fonds propres), 51-14 (concentration des risques) et 51-15 (transactions intragroupe) de la loi modifiée du 5 avril 1993 relative au secteur financier, la CSSF doit déterminer, sur base de l'article 56 de cette même loi, les modalités de calcul et de notification à respecter par les conglomérats financiers pour lesquels elle assume la fonction de coordinateur, concernant l'adéquation des fonds propres, la concentration des risques et les transactions intragroupe. La circulaire fournit dans son annexe les précisions nécessaires afin de respecter les exigences légales en la matière.

Rappelons que les conséquences pratiques de cette loi pour les établissements de crédit et entreprises d'investissement luxembourgeois sont cependant limitées en l'état actuel des choses. En effet, la CSSF n'a identifié, à ce stade, aucun conglomérat financier pour lequel elle devrait assurer la fonction de coordinateur de cette surveillance complémentaire.

LISTES OFFICIELLES

■ LISTE DES BANQUES

Nouvel établissement :

Citco Bank Nederland N.V., Amsterdam (Pays-Bas), Luxembourg Branch

20, rue de la Poste, L-2346 Luxembourg

Début des activités : 8 novembre 2006

■ LISTE DES AUTRES PROFESSIONNELS DU SECTEUR FINANCIER (PSF)

Nouvel établissement :

RHEIN ASSET MANAGEMENT (LUX) S.A.

38, Grand-Rue, L-6630 Wasserbillig

Commissionnaire, conseiller en opérations financières, courtier et gérant de fortunes

Autorisation ministérielle du 6 novembre 2006

Retraits :

TRIMAR MANAGEMENT S.A.

Abandon des activités notifié le 9 novembre 2006.

INFOMAIL S.A.

Abandon du statut le 15 novembre 2006.

ING PRIVATE CAPITAL MANAGEMENT S.A.

Transformation en société de gestion le 16 novembre 2006.

Elargissement de statut :

TATA CONSULTANCY SERVICES LUXEMBOURG S.A.

Ajout du statut d'agent administratif du secteur financier à celui d'opérateur de systèmes informatiques et de réseaux de communication du secteur financier

Changements d'adresse :

DIMENSION DATA FINANCIAL SERVICES S.A.

89D, rue Pafebruch, L-8308 Capellen

GLOBAL FACILITIES S.A.

2, rue Léon Laval, L-3372 Leudelange

GROSSBOETZL, SCHMITZ, LOMPARSKI & PARTNER INTERNATIONAL S.à R.L.

3, place Clairefontaine, L-1341 Luxembourg

TATA CONSULTANCY SERVICES S.A.

89D, rue Pafebruch, L-8308 Capellen

LISTES OFFICIELLES

■ LISTE DES SOCIÉTÉS DE GESTION

Nouvelles sociétés :

GLITNIR ASSET MANAGEMENT S.A.

5, Allée Scheffer, L-2520 Luxembourg

ING PRIVATE CAPITAL MANAGEMENT S.A.

48, route d'Esch, L-1470 Luxembourg

Changement d'adresse :

IXIS ASSET MANAGEMENT GLOBAL ASSOCIATES

2-8, avenue Charles de Gaulle, L-1653 Luxembourg

■ LISTE DES GESTIONNAIRES DE PASSIF

Changement de dénomination et d'adresse :

LE FOYER VIE Compagnie Luxembourgeoise d'Assurances S.A. est devenu

FOYER VIE S.A.

12, rue Léon Laval, L-3372 Leudelange

Changement d'adresse :

AMAZON INSURANCE & PENSION SERVICES S.à R.L.

Atrium Business Park

23, Zone d'Activités Bourmicht, L-8070 Bertrange

■ LISTE DES SOCIÉTÉS D'INVESTISSEMENT EN CAPITAL A RISQUE (SICAR)

Nouvelles sociétés :

3 EP CAR PARK INVESTORS SCA, SICAR

20, boulevard Emmanuel Servais, L-2535 Luxembourg

DIAROUGH S.C.A. SICAR

23, avenue Monterey, L-2086 Luxembourg

FID SICAR S.A.

12, avenue de la Liberté, L-1930 Luxembourg

OPTIMUM IMMO S.A., SICAR

12, rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxembourg

LISTES OFFICIELLES

■ LISTE DES ORGANISMES DE PLACEMENT COLLECTIF (OPC)

Inscriptions et retraits pendant le mois d'octobre 2006 de la liste officielle des organismes de placement collectif luxembourgeois qui relèvent de la loi du 30 mars 1988, de la loi du 20 décembre 2002 et de la loi du 19 juillet 1991

Inscriptions

- GLOBAL FAMILY PROTECT UMBRELLA FUND; 1C, Parc d'activité Syrdall; L-5365 Munsbach
- TRIODOS SICAV I; 69, route d'Esch; L-1470 Luxembourg
- SCHRODER REAL ESTATE FUND OF FUNDS; 5, Heienhaff; L-1736 Senningerberg
- DEKA-SPREADGARANT 12/2013; 5, rue des Labours; L-1912 Luxembourg
- DNB NOR FUND; 5, allée Scheffer; L-2520 Luxembourg
- DIT-GARANTIEFONDS KLASSIK 100; 6A, route de Trèves; L-2633 Senningerberg
- DIT-GARANTIEFONDS KLASSIK 100 II; 6A, route de Trèves; L-2633 Senningerberg
- DIT-GARANTIEFONDS KLASSIK 100 III; 6A, route de Trèves; L-2633 Senningerberg
- PREMIUMMANDAT BALANCE; 6A, route de Trèves; L-2633 Senningerberg
- PREMIUMMANDAT DEFENSIV; 6A, route de Trèves; L-2633 Senningerberg
- PREMIUMMANDAT DYNAMIK; 6A, route de Trèves; L-2633 Senningerberg
- PREMIUMMANDAT EINKOMMEN; 6A, route de Trèves; L-2633 Senningerberg
- HVB HIGH YIELD GELDMARKT MIX; 4, rue Alphonse Weicker; L-2721 Luxembourg
- DB X-TRACKERS; 49, avenue J-F Kennedy; L-1855 Luxembourg
- DIT-GARANTIE PLUS 2013; 6A, route de Trèves; L-2633 Senningerberg
- VON DER HEYDT KERSTEN ALL PROPERTIES; 10, rue Henri Schnadt; L-2530 Luxembourg
- WESTLB MELLON HORIZON FUND; 49, avenue J-F Kennedy; L-1855 Luxembourg
- DEXIA SUSTAINABLE L; 69, route d'Esch; L-1470 Luxembourg
- BARCLAYS LUXEMBOURG PORTFOLIOS (STERLING) SICAV; 46A, avenue J-F Kennedy; L-1855 Luxembourg
- UNIOPTIRENTA 2010; 308, route d'Esch; L-1471 Luxembourg
- KAIROS INTERNATIONAL SICAV; 33, rue de Gasperich; L-5826 Howald-Hesperange
- BARCLAYS LUXEMBOURG PORTFOLIOS (EURO & DOLLAR) SICAV; 46A, avenue J-F Kennedy; L-1855 Luxembourg
- COMINVEST EUROPA PROTECT 1/2012; 25, rue Edward Steichen; L-2540 Luxembourg
- COMINVEST EUROPA PROTECT 2/2012; 25, rue Edward Steichen; L-2540 Luxembourg
- GEM2; 14, boulevard Royal; L-2449 Luxembourg
- DEKA-WORLDGARANT 2/2012; 5, rue des Labours; L-1912 Luxembourg
- DIAMAN SICAV; 12, rue Eugène Ruppert; L-2453 Luxembourg
- TOPGELD 97SI; 4, rue Alphonse Weicker; L-2721 Luxembourg
- CADMOS FUND MANAGEMENT; 1, boulevard Royal; L-2449 Luxembourg
- MERIDIO FUNDS; 1B, Parc d'activité Syrdall; L-5365 Munsbach
- EUROPEAN PROPERTY FUND; 34, avenue de la Liberté; L-1930 Luxembourg
- DEKA-MIDDLEEAST; 5, rue des Labours; L-1912 Luxembourg
- UNIGARANTPLUS: DEUTSCHLAND (2012); 308, route d'Esch; L-1471 Luxembourg
- ALLIANZ-DIT PREMIUMINVEST BALANCE; 6A, route de Trèves; L-2633 Senningerberg
- ALLIANZ-DIT PREMIUMINVEST DEFENSIV; 6A, route de Trèves; L-2633 Senningerberg
- ALLIANZ-DIT PREMIUMINVEST DYNAMIK; 6A, route de Trèves; L-2633 Senningerberg
- STORM FUND; 6A, Circuit de la Foire Internationale; L-1347 Luxembourg
- AIPP ASIA; 2-8, avenue Charles de Gaulle; L-1653 Luxembourg
- DIAM FUND; 1B, Parc d'activité Syrdall; L-5365 Munsbach
- PLUS FUND II; 5, allée Scheffer; L-2520 Luxembourg

Retraits

- EUROSCOR; 69, route d'Esch; L-1470 Luxembourg
- PLUS FUND; 5, allée Scheffer; L-2520 Luxembourg
- COLUMBUS; 23, avenue de la Porte-Neuve; L-2227 Luxembourg
- UEB ALTERNATIVE FUND 2; 23, avenue de la Porte-Neuve; L-2227 Luxembourg
- LILUX III GLOBAL EQUITY; 2, rue Jean Monnet; L-2180 Luxembourg
- ACTIVEST LUX GLOBALSTARCONTROL 08/2006; 4, rue Alphonse Weicker; L-2721 Luxembourg
- UNIGARANT: EURO STOXX 50 (2006); 308, route d'Esch; L-1471 Luxembourg
- APO WORLD INVEST PLUS 2006; 25, rue Edward Steichen; L-2540 Luxembourg
- SWIP GLOBAL SICAV; 49, avenue J-F Kennedy; L-1855 Luxembourg

PLACE FINANCIÈRE

Les principaux chiffres actualisés concernant la place financière :

Nombre de banques : **155** (30 novembre 2006)

Somme de bilans : **EUR 851,411 milliards** (31 octobre 2006)

Résultat avant provisions : **EUR 5,024 milliards** (30 septembre 2006)

Emploi : **24 354 personnes** (30 septembre 2006)

Nombre d'OPC : **2 220** (11 décembre 2006)

Patrimoine global : **EUR 1 781,117 milliards** (31 octobre 2006)

Nombre de SICAR : **90** (11 décembre 2006)

Nombre de fonds de pension : **15** (30 novembre 2006)

Nombre de sociétés de gestion : **144** (11 décembre 2006)
(chapitre 13 de la loi du 20 décembre 2002)

Emploi : **2 051 personnes** (30 septembre 2006)

Nombre de PSF : **197** (30 novembre 2006)

Somme de bilans : **EUR 70,751 milliards** (31 octobre 2006)

Résultat net : **EUR 425,78 millions** (31 octobre 2006)

Emploi : **8 458 personnes** (30 septembre 2006)

Nombre d'organismes de titrisation : **10** (30 novembre 2006)

Emploi total dans les établissements surveillés : **33 298 personnes** (31 mars 2006)

Emploi total dans les établissements surveillés : **34 048 personnes** (30 juin 2006)

Emploi total dans les établissements surveillés : **34 863 personnes** (30 septembre 2006)

Newsletter de la CSSF

Conception et rédaction : Secrétariat général de la CSSF

110, route d'Arlon, L-2991 LUXEMBOURG

Tél. : (+352) 26 251 237 / 327

E-mail : direction@cssf.lu

Site Internet : www.cssf.lu